



Paris le 20 mars 2018

Compte rendu - Synthèse
Petit déjeuner débat du mardi 20 mars 2018 à l'Ecole militaire

**« Nouvelles problématiques, nouveaux acteurs dans la Corne de l'Afrique,
impacts potentiels pour l'Union Européenne »,**

**intervention d'Yves GAZZO, président (h) de l'Académie des Sciences d'outre-mer,
ancien ambassadeur de l'Union Européenne , ambassadeur de l'Ordre de Malte auprès
de l'UE depuis 2013**

L'orateur évoque l'histoire de la Corne de l'Afrique, cette « zone des sultans batailleurs », d'abord monopolisée par les Européens : la Grande-Bretagne (Aden), la France (besoin de Djibouti pour la guerre du Tonkin), l'Italie (s'intéressant à l'Érythrée), avant l'arrivée de l'URSS (Somalie, Éthiopie). La situation demeure relativement stable jusqu'à la chute du communisme et le départ des Soviétiques. De nouveaux espoirs de paix et de prospérité apparaissent côté européen avec le processus de Barcelone. Ils se heurtent au conflit Érythrée-Ethiopie, aux événements du Yémen ainsi qu'à l'arrivée de nouveaux acteurs : Chine, Turquie, Inde, Japon. De plus, la rivalité sunnites-chiites s'étend en Afrique, de même que grandissent les tensions entre États dans le domaine de l'eau.

L'UE s'est laissée déborder par ces nouveaux acteurs. Elle a réagi aux pressions démographiques et migratoires en signant des accords de coopération mais on peut avoir des doutes sur l'efficacité de cette politique.

Parmi les acteurs locaux, l'Érythrée **tient une place particulière**. Petit pays de 6 millions d'habitants, ancienne colonie italienne, au PNB par habitant de moins de 500 dollars, ce fut longtemps, avec l'aide des États-Unis, le fer de lance de la résistance au communisme incarnée par Mengistu, qui régnait alors sur l'ensemble Ethiopie-Erythrée. Après la chute de ce dernier en 1991, l'Erythrée, indépendante en 1993, est en guerre de 1998 à 2000 contre l'Éthiopie pour un contentieux de délimitation de frontière autour du village de Badmé (100 000 morts). Le Président Issayas Afeworki serre les vis d'une réelle dictature. La lutte d'influence à laquelle se livrent les deux pays conduit à une reprise des hostilités en 2016 malgré l'accord d'Alger de 2000. L'Ethiopie, qui a sur son sol aujourd'hui quelque 780 000 réfugiés, compte parmi ceux-ci 130 000 Erythréens. Plus généralement, l'Erythrée est impliquée dans les tensions de la Corne. A Djibouti, marqué par la guerre civile entre les Afars et les Issas, les Qataris sont intervenus en 2008 comme « soldats de la paix » jusqu'en 2017. Mais l'Erythrée a été condamnée en 2011 par l'ONU pour son soutien au terrorisme. Avec le Yémen où s'opposent le

nord chiite(zaydite) soutenu par l'Iran et le reste du pays sunnite soutenu par l'Arabie saoudite, ce n'est pas le grand amour non plus de la part de l'Érythrée.

Pas plus qu'avec la Somalie ou le Soudan (rupture des relations diplomatiques entre 2002 et 2006).

L'Érythrée n'entraîne pas la sympathie de ses voisins. Son régime dictatorial, le service militaire obligatoire à vie, même s'il est en fait de 10 ans, provoquent des départs de population par les routes du Yémen, du Soudan et de l'Égypte vers Israël (il y a 20 à 30 000 réfugiés érythréens en Israël). Sur la route Libye-Italie (120 000 migrants arrivés en Italie en 2017), les Érythréens en représentent 25 %. La guerre de l'Arabie Saoudite au Yémen depuis 2015 a permis à l'Érythrée de sortir de son isolement : l'Érythrée soutient l'Arabie saoudite et lui a ouvert son aéroport d'Assab pour aller bombarder le Yémen. Quant à Djibouti, devenu un « hub » pour la France, les USA, la Chine, le Japon, le « caillou » loue son aéroport aux avions mais n'est pas dans la coalition des pays du Conseil de Coopération du Golfe.

La Chine, qui poursuit sa politique dans les îles Spratley (convoitées par neuf pays de la zone), souhaite de plus en plus contrôler les zones maritimes qu'elle juge stratégiques pour elle. La Corne en fait partie.(OBOR;One belt one road)

Les Turcs sont présents en Somalie (école de formation pour la police). D'une façon générale, ils soutiennent l'influence des Frères musulmans dans la région. L'Inde et le Japon sont là aussi. Tout le monde se place, les Russes discrètement (attaque des rebelles somalis, liens entre églises orthodoxes) et en utilisant l'Iran qui, de son côté, dispose de cartes importantes (Bahreïn, la côte est, chiite, en Arabie saoudite, le Yémen).

Le Qatar a un problème de succession qu'il ne faut pas négliger (l'Arabie veut pousser son influence wahabite, les Turcs soutiennent le courant « frères musulmans » avec l'appui tacite de l'Iran)...

Sur ce théâtre où les puissances régionales règlent leurs comptes, le rôle de l'UE est difficile. La mise en place d'une force navale européenne contre le piratage a été un succès. L'UE s'efforce par ailleurs d'aider les pays en développement à travers ses programmes d'assistance, notamment pour limiter les flux migratoires en favorisant l'emploi des jeunes sur place et en luttant contre les passeurs (plan d'action régional Corne de l'Afrique 2015-2020, déclaration de La Valette de 2015, processus de Khartoum et de Rabat, sommet de La Valette en 2017).

Deux autres éléments doivent être pris en compte : l'eau et la religion.

La lutte pour l'eau et son contrôle a déjà fait l'objet de conflits dans cette région. L'Éthiopie détient 80 % des réserves du Nil. Israël soutient les projets d'aménagement de l'eau (après s'y être opposé), mais l'Égypte est hostile au grand dessein du barrage de la Renaissance en Éthiopie sur le Nil bleu (trois fois la capacité du barrage d'Assouan).

La grande confrontation sunnites-chiites se retrouve dans la Corne, compliquée par des problématiques locales multiples. Les pays du Golfe sont influents en Érythrée, la Chine est de plus en plus présente en Éthiopie (économie et armée), mais dans ce pays se développe le wahabisme, ce qui rend ses dirigeants nerveux et n'est pas sans inquiéter les Russes. Ces derniers jouent sur l'action de leur Église orthodoxe (dont on sait le rôle qu'elle a assumé dans la résolution de la crise bancaire à Chypre) auprès des églises locales. Djibouti, d'un autre côté, ne s'est pas formellement engagé du côté des pays du Golfe .

L'UE a-t-elle les moyens d'agir ? Elle a mis en œuvre plus de moyens pour bloquer l'immigration et intensifier la chasse aux trafiquants d'êtres humains. Action couronnée de succès en Grèce (contrôle en mer, Interpol). Des progrès en Libye (- 40 % d'entrées en Italie), des fonds très importants pour maîtriser la situation au Niger (Agadès) mais les passages

reprennent par l'Espagne.

L'orateur se dit modérément optimiste. Les migrations, nécessaires, ont toujours existé mais la misère, l'insécurité, le terrorisme, l'absence de véritable gouvernance, voire la cruauté de certains régimes en place poussent à l'ampleur du phénomène. Selon un rapport de l'ONU, d'ici 2050, quelque 4 à 500 millions d'Africains vont émigrer vers l'Europe. Les services de renseignement ne coopèrent pas suffisamment entre eux. L'Algérie a mis la main sur la commission du renseignement lors de la transformation de l'OUA en Union Africaine.

D'une façon générale, les conditions sociales et les rivalités interethniques, notamment dans la région de la Corne de l'Afrique, sont très inquiétantes.

Plusieurs questions qui lui ont été posées ont permis ensuite à l'orateur de compléter son exposé :

- s'agissant des moyens de **contrôler l'utilisation des crédits européens**, il a été rappelé que la gestion des fonds incombe aux États membres. La fongibilité des fonds de soutien budgétaire nécessite à la fois confiance et évaluation. Il est important de placer sur place des femmes à la gestion financière et à la vérification. L'expérience plaide pour prendre acte de leur sérieux et de leur probité. Mais il n'y a pas de recette magique. La Banque Mondiale évalue à 10 % le taux de « perte » de l'aide.

- **les problématiques de l'eau** vont être prioritaires avec les déséquilibres climatiques qui s'intensifient (pays du Sahel, pays du Pacifique). Les transferts de populations vivant en bordure de mer vont s'accélérer. Au Moyen Orient, les conflits ont été fréquents à cause de l'eau. Israël a toujours veillé au contrôle des eaux voisines. Le Maroc s'est lancé dans la culture intensive de la tomate, mais on peut contester cet emploi excessif de l'eau. Les projets de l'Union pour la Méditerranée nécessitaient des arbitrages à faire.

- **L'UE prépare-t-elle l'avenir ?** Les euro-baromètres montrent que la population des pays européens fixe ses priorités dans l'éducation, l'économie et la défense. Or le budget européen est consacré à la PAC et aux politiques de cohésion. Il y a là une contradiction. Le SEAE a du mal à évoluer. Mme Mogherini ménage les équilibres à l'intérieur de l'UE mais elle manque de soutien actif des États membres. Les valeurs européennes ne sont d'ailleurs pas « exportables » parce que notre image est démonétisée. Notre message ne passe plus en Syrie, l'UE ne bouge pas sur le Yémen, sur le dossier kurde. Les effets de manche ne tiennent pas lieu d'action efficace, comme on l'a vu au Moyen Orient. Au contraire le Vatican est cité en exemple pour sa capacité d'observation et d'intervention (rôle au Congo, rapprochement USA-Cuba).

- **sur l'efficacité de l'aide budgétaire**, la relance de l'économie éthiopienne en 1994, le redémarrage du Tchad en 1986 sont à mettre à son actif. Mais, en vérité, depuis la sécheresse de 1974 et le détournement de l'aide alimentaire, l'orateur est sceptique. L'initiative doit partir des pays concernés eux-mêmes. En dépit des 9 milliards d'aide consacrée au redémarrage des PME, aux connections électriques, etc., s'il n'y a pas d'effort suffisant des pays bénéficiaires, l'aide est inefficace. On a cherché différentes formules mais leur impact a été limité. Et, au fond, on revient aux choix des années 1970 : gouvernance, lutte contre la pauvreté, emploi des jeunes. La Chine n'applique pas les critères OCDE et elle agit... L'UE n'est plus en Afrique la référence obligée, nos valeurs et nos contrats en souffrent. L'Algérie a lancé un satellite avec un lanceur chinois. Par ailleurs l'islam politique pousse fort. Les droits de l'Homme sont mis à mal en Turquie et en Arabie saoudite pour ne parler que de ces deux pays. Il faut en définitive promouvoir une « real politik », qui tienne aussi compte des aléas de l'Histoire (cf l'assassinat

de Rabin).

- peut-on dire que les USA sont peu visibles, comme l'UE ou la Russie, alors que la Chine s'affirme comme puissance montante dans cette région ?

L'administration Trump en effet laisse faire et n'a pas de stratégie, en dehors d'un soutien de principe à l'Arabie saoudite et naturellement à Israël. L'UE est plutôt dans la réaction (immigration, économie) que dans l'anticipation. Nous serons amenés à modifier nos positions face à des conflits classiques ou des menaces atomiques, face aussi à des pandémies. Le Yémen se déchire dans des rivalités « historiques » (rapports plateau-plaine), l'Arabie et l'Iran sont de plus en plus intervenants sur le terrain, en opposition croissante. La Chine est de plus en plus présente, dénonçant souvent le passé colonial des puissances occidentales. Les « Occidentaux » sont de plus en plus présentés avec une hostilité avivée par la prolifération d'Al-Qaïda et ses appels aux meurtres.

Les décideurs politiques européens ne doivent pas s'illusionner : signer des chèques ne suffit pas alors que tant de défis sont à relever, au premier rang desquels la corruption./.